

WEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE LONDRES

N° 26 – 15 juillet 2022

* Sommaire

Fait marquant

• Plusieurs voix appellent le prochain chef du Gouvernement issu du parti conservateur à ne pas remettre en cause les engagements du RU en matière de neutralité carbone

Climat & Energie

• Les professionnels du secteur de l'énergie exhortent le gouvernement à mettre urgemment en place un plan national d'action en matière d'efficacité énergétique

Environnement

- Les Britanniques appelés à économiser l'eau face à la canicule
- Des milliers de tonnes de plastique britannique sont déversées et brûlées illégalement en Turquie, suscitant des craintes pour l'environnement et la santé des habitants
- Nouvelle consultation relative à la mise en place d'aires marines hautement protégées

Industrie

- *Make UK* publie une étude sur les « défis et opportunités » liés à la décarbonation de l'industrie manufacturière
- Dans une lettre ouverte aux candidats à la direction du parti conservateur, la *Confederation of British Industry (CBI)* présente son plan pour la croissance économique britannique
- La *Trade Remedy Authority (TRA)* invite le gouvernement à révoquer les mesures antidumping sur les importations d'acier (*HFP Rebar*) en provenance de Chine

Transport

- De nouvelles grèves devraient perturber le trafic ferroviaire tout au long de l'été
- L'aéroport d'Heathrow demande aux compagnies aériennes de suspendre les ventes de billets pour l'été
- Le ministère des Transports (*DfT*) prolonge jusqu'au 28 juillet l'aide d'urgence accordée à *Transport for London* (*TfL*)

VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT DE LONDRES

Se Fait marquant

Plusieurs voix appellent le prochain chef du Gouvernement issu du parti conservateur à ne pas remettre en cause les engagements du RU en matière de neutralité carbone

Intervenant devant des parlementaires du Conservative Environment Network qui représente l'aile progressiste du parti conservateur sur les sujets de transition verte, le ministre de l'Environnement George Eustice a indiqué que le changement de Gouvernement ne devrait pas remettre en cause les engagements climatiques du RU tout en ajoutant que le Gouvernement continuera de travailler durant l'été à la mise en place de certains programmes notamment le landscape recovery scheme. Celui-ci vise à inciter les exploitations agricoles à faire davantage en matière de biodiversité en échange de subventions publiques. Pour George Eustice, les prises de positions récentes de certains candidats au poste de Premier ministre (Nadhim Zahawi et Suella Braverman éliminés, Kemi Badenoch, Tom Tugendhat) et de certains députés (Steve Baker) invitant à une pause dans la déclinaison des objectifs climatiques ne sont ni populaires parmi la population ni réalistes. Rishi Sunak, Penny Mordaunt et Liz Truss arrivés en tête des deux premiers tours ont dit qu'ils conserveraient l'objectif de neutralité carbone tout en indiquant que certains engagements en matière environnementale pourraient être remis en cause. Quel que soit le vainqueur de l'élection à la tête du parti conservateur qui deviendra de facto Premier ministre le 5 septembre, ce dernier sera tenu, selon M. Eustice, par l'objectif légal de neutralité carbone et par le manifesto du parti conservateur de 2019 qui fait office de programme politique. L'ancienne Première ministre Theresa May a appelé le prochain leader conservateur « à ne pas lever le pied de l'accélérateur en matière de climat » ajoutant que la transition vers le net zero et la protection de la nature "devaient figurer en tête de l'agenda du Gouvernement". Zac Goldsmith, secrétaire d'Etat à l'Environnement craint de son côté que les conservateurs ne "creusent leur tombe électorale" en cas d'abandon de l'objectif de net zero d'ici 2050. Plusieurs grandes entreprises comme Amazon, Coca-Cola, Unilever et Lloyds ont par ailleurs appelé les candidats conservateurs à maintenir l'objectif de neutralité carbone pour « le bien de l'économie ». Ces entreprises ont énuméré les bienfaits d'une action environnementale forte du Gouvernement en matière de création d'emplois verts, de hausse des exportations, de levelling- up, de sécurité énergétique via des investissements dans les énergies renouvelables ou encore d'amélioration de la qualité de l'air.

Le chiffre de la semaine

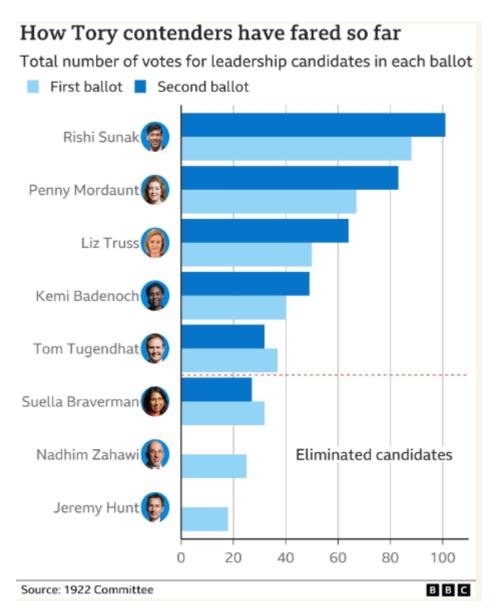
61 339

Il s'agit du nombre de bornes de <u>recharge</u> à domicile installées en 2021 grâce au mécanisme <u>Electric Vehicle Homecharge Scheme</u> (EVHS), soit une hausse de 50 % par rapport à 2020 (source DfT). Remplacé depuis par le *Electric Vehicle chargepoint grant*, l'EVHS était une subvention d'un montant maximum de 350 £ permettant de financer l'installation de bornes de recharge à



domicile. Cette aide aurait permis l'installation de 190 000 bornes de ce type entre janvier 2019 et octobre 2021.

Le graphique de la semaine



Rishi Sunak, ancien Chancelier de l'Echiquier est arrivé en tête à la suite des deux premiers tours de scrutins organisés auprès des députés conservateurs de la chambre des Communes. Penny Mordaunt est désormais la favorite des sondages, Liz Truss arrivant en deuxième ou en troisième position. Les deux derniers candidats en lice seront départagés par les membres du parti conservateurs d'ici le 5 septembre, date à laquelle sera connu le nouveau leader conservateur qui deviendra *de facto* Premier ministre.



Climat & Energie

Flash – Boris Johnson dément vouloir élargir la <u>taxe exceptionnelle</u> sur les bénéfices des producteurs de gaz et de pétrole aux producteurs d'électricité

Flash – <u>Alok Sharma</u>, Président de la COP 26, devrait rester à son poste pour diriger les négociations internationales sur le climat au cours des prochains mois

Flash – L'autorité britannique de réglementation nucléaire (<u>ONR</u>) a mis en lumière des « lacunes » en matière de cybersécurité chez EDF, opérateur du parc nucléaire d'outre-Manche

Les professionnels du secteur de l'énergie exhortent le gouvernement à mettre urgemment en place un plan national d'action en matière d'efficacité énergétique

L'Energy Institute (EI), la plus grande organisation professionnelle du secteur de l'énergie au R-U, qui rassemble plus de 200 entreprises et 20 000 employés, appelle le Gouvernement à lancer immédiatement un programme d'efficacité énergétique pour faire face à l'inflation, qu'elle estime durable. Parallèlement à cet appel, l'EI a publié les résultats d'une <u>enquête</u> recensant les opinions du secteur sur la politique énergétique et climatique du pays et ses principales priorités dans le contexte actuel d'urgence climatique et de prix élevés de l'énergie. Celle-ci révèle qu'au cours des 12 derniers mois, la confiance des professionnels du secteur dans la capacité du Royaume-Uni à respecter ses engagements climatiques a chuté. 30 % seulement des entreprises et professionnels pensent que l'objectif de net zero est atteignable en 2050, toutes choses étant égales par ailleurs. De plus, 90 % des entreprises et professionnels demandent un renforcement des programmes d'efficacité énergétique qu'ils estiment peu ambitieux. 70 % des participants à l'enquête jugent néanmoins que les mesures d'efficacité énergétique britannique n'ont pas eu d'impact positif en 2022.

Environnement

Flash – Une <u>étude</u> de l'*Environmental Agency* indique que 41 % des espèces endémiques de la faune et flore britannique ont vu leurs nombres diminuer fortement. 15 % sont en risque d'extinction.

Les Britanniques appelés à économiser l'eau face à la canicule

Les compagnies de distribution d'eau dont *Yorkshire Water*, *Anglian* et *AffinityWater* ont appelé leurs clients à économiser l'eau dans un contexte de sécheresse marquée et d'épisode de canicule à venir. Selon la *Met Office* qui a émis une alerte correspondant à un niveau de "chaleur extrême" pour le début de la semaine prochaine, les températures pourraient dépasser les 35 degrés dans le sud de l'Angleterre et battre le record de 38,7 degrés enregistré dans le jardin botanique de Cambridge le 25 juillet 2019.

Des milliers de tonnes de plastique britannique sont déversées et brûlées illégalement en Turquie, suscitant des craintes pour l'environnement et la santé des habitants

Une enquête du *Daily Mirror* révèle que plusieurs milliers de tonnes de plastique britannique sont illégalement exportées et brûlées en Turquie. Le journal indique avoir identifié cinq sites sur lesquels se trouvaient de nombreux produits en plastique provenant de supermarchés britanniques. Le Royaume-Uni, deuxième plus gros producteur de déchets plastiques au monde après les États-Unis, y a exporté entre janvier et mars 2022, plus de 76 000 tonnes (soit la moitié de ses exportations). Ces déchets, officiellement recyclés, ne le sont que partiellement selon une précédente enquête de <u>Greenpeace</u> qui précise que la Turquie ne dispose pas de l'infrastructure de recyclage adéquate pour traiter la totalité des déchets qu'elle accueille. De plus, l'ONG dénonce des contrôles sommaires aux frontières et à l'intérieur du pays entrainant une multiplication d'activités illégales (décharges au bord des routes, dans des champs ou à proximité de fleuves, brûlage, importation de plastiques mélangés et « triés mécaniquement » etc.).

Selon Eurostat, l'Office européen des statistiques les importations turques de déchets plastiques européens ont été multipliées par 173 en 15 ans, avec une accélération marquée ces dernières années. Rien qu'en 2019, la Turquie a importé plus de 582 000 tonnes de déchets européens, principalement du Royaume-Uni, d'Italie, de Belgique, d'Allemagne et de France. Début 2018, le plus gros importateur qu'était la Chine a cessé d'acheter la plupart des déchets recyclables. D'autres pays asiatiques ont pris des mesures similaires.

Nouvelle consultation relative à la mise en place d'aires marines hautement protégées

La <u>consultation</u> est ouverte du 6 juillet au 28 septembre et doit servir à alimenter la réflexion menée par le Gouvernement devant aboutir à la désignation de premières aires marines hautement protégées. Cinq sites de tailles variées (un peu plus de 1200 km² au total) sont proposés à la consultation dont un dans la Manche (la plus grande), et 3 en mer du Nord. Dans les HPMA retenues, l'ensemble des activités de pêche seront interdites.

Industrie

Flash – Selon le <u>FT</u>, les fédérations professionnelles exhortent Londres et Bruxelles à réunir le Conseil de partenariat, l'organe ministériel prévu au sein de l'accord de commerce et de coopération (ACC) qui ne s'est pas réuni depuis 13 mois. Les représentants de l'industrie automobile britannique soulignent notamment l'importance de suivre la bonne mise en œuvre de l'ACC, élément central pour garantir la compétitivité internationale du RU.

Make UK publie une étude sur les « défis et opportunités » liés à la décarbonation de l'industrie manufacturière

Selon cette <u>étude</u>, menée en collaboration avec Siemens, 46 % des entreprises interrogées ont déjà mis en œuvre leur stratégie de décarbonation, 25 % prévoit de le faire dans les 12 prochains mois et 17 % dans les 24 prochains mois. D'autre part, la hausse des prix de l'énergie, aggravée



par le conflit en Ukraine, a incité le secteur à accélérer ses efforts en matière d'efficacité énergétique. Un peu plus d'un tiers des entreprises interrogées ont déclaré qu'elles avaient déjà réalisé des économies grâce à la réduction des émissions, obtenue via une rationalisation des processus de production et permettant une hausse de la productivité. Le coût de ces stratégies de décarbonation retarde voire empêche néanmoins leurs mises en œuvre par de nombreuses PME. Afin d'accélérer la décarbonation de l'industrie manufacturière, *Make UK* demande au gouvernement de nouvelles mesures de soutien notamment des exonérations fiscales pour les dépenses de R&D en lien avec le *net zero* et une revue du système britannique de taxation du carbone et de l'électricité.

Dans une lettre ouverte aux candidats à la direction du parti conservateur, la *Confederation of British Industry (CBI*) présente son plan pour la croissance économique britannique

Les propositions de la <u>CBI</u> font suite à l'étude Seize the moment qu'elle avait publiée en juillet 2021 et qui identifiait 700 Md£ d'opportunités pour l'économie britannique d'ici 2030. Reconnaissant certaines avancées, notamment le rôle joué par la UK Infrastructure Bank, la CBI propose plusieurs mesures afin de stimuler la croissance britannique malgré un contexte défavorable (inflation, hausse des prix de l'énergie, perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, etc.):

- Réformer le système de taxation des entreprises afin de stimuler l'investissement. La CBI demande notamment la mise en œuvre, après mars 2023, d'un système s'inspirant de la super-deduction (suramortissement des investissements;
- Améliorer le système de formation afin de développer les compétences nécessaires à la transition écologique et numérique ;
- Augmenter les investissements publics afin que le RU accélère le développement des technologies « de pointe », en particulier celles nécessaires à l'atteinte du *net zero* et de la sécurité énergétique ;
- Renforcer le rôle de l'Etat en tant que *market-maker*, en s'inspirant de la régulation du marché de l'éolien maritime. Le premier objectif des futures régulations doit être le soutien à l'innovation et à l'investissement.

L'Association des producteurs automobiles britanniques (SMMT) a publié son 23^e Automative Sustainability Report

Selon les <u>données</u> recueillies par la *SMMT*, les émissions de CO2 des véhicules produits étaient en moyenne inférieures de 11,2 % à celles des véhicules produits en 2020. Le rapport estime que depuis 1999 les émissions de CO2 liées à la production automobile ont diminué de 70,6 %. Entre 2020 et 2021, les producteurs britanniques sont parvenus à réduire de 6,1 % le volume d'eau utilisé pour produire un véhicule et de 2,6 % les déchets mis en décharge. Si l'emploi dans le secteur a reculé de 7 % entre 2020 et 2021, le nombre d'apprentissages a augmenté de 67 %, une hausse qui s'explique notamment par la fin des restrictions sanitaires ayant permis de relancer les recrutements d'apprentis.

La Trade Remedy Authority (TRA) invite le Gouvernement à révoquer les mesures anti-dumping sur les importations d'acier (HFP Rebar) en provenance de Chine



Mises en place depuis 2016, la <u>TRA</u> a estimé que lesdites mesures vont à l'encontre des intérêts économiques du RU au vu de la forte demande de ce type de produit par le secteur de la construction et compte tenu de la baisse des importations russes et ukrainiennes. *UK Steel* et *Celsa Steek UK*, représentants l'industrie sidérurgique britannique, estiment que cette recommandation met en péril des centaines d'emplois britanniques en recréant très probablement une situation de dumping « soutenant les sidérurgistes chinois, dont l'empreinte carbone est cinq fois plus élevée que celle des producteurs britanniques ». Les parties prenantes ont 30 jours pour commenter le rapport de la *TRA*.

Transport

Flash – Network Rail, responsable de l'infrastructure ferroviaire britannique, pourrait introduire des limitations de vitesse sur le réseau pour éviter que les <u>voies</u> ne se déforment sous l'effet de la chaleur. Selon Network Rail, lorsque la température extérieure atteint 30°C, celle des rails peut augmenter de 20°C supplémentaires.

Flash – Le projet de loi visant à garantir un salaire minimum aux employés de <u>ferries</u> opérant dans les ports britanniques sera examiné par la Chambre des Lords le 20 juillet.

Flash – Le ministère des Transports (*DfT*) a publié un rapport sur les progrès réalisés en matière de décarbonation du <u>transport routier</u>, un an après la publication du *Decarbonising transport plan*.

Flash – Selon une étude de la compagnie d'assurance britannique *LV=General Insurance*, les voitures entièrement électriques représenteraient 31 % des ventes de voitures d'<u>occasion</u> au RU d'ici 2030.

De nouvelles grèves devraient perturber le trafic ferroviaire tout au long de l'été

Les membres des syndicats ASLEF (Associated Society of Locomotive Engineers and Firemen) et TSSA (Transport Salaried Staffs Association) ont voté en faveur d'actions de grève, principalement pour demander une hausse de leur salaires permettant de compenser l'effet de l'inflation (9,1 % en mai). Les conducteurs de huit compagnies de train feront grève le 30 juillet, une première en 27 ans. Le TSSA n'a pas encore indiqué la date de la grève mais elle concernera les employés de Network Rail. Après avoir rejeté une offre de Network Rail proposant une hausse des salaires de 4 % en 2022, suivie potentiellement d'une hausse équivalente en 2023, le syndicat <u>RMT</u> (Rail, Maritime and Transport) a annoncé que 40 000 de ses membres feraient grève le 27 juillet Les conducteurs de 14 compagnies ferroviaires et les employés de Network Rail feront grève les 18 et 20 <u>août</u>, a ensuite indiqué la RMT. Ces annonces interviennent alors que la Chambre des Communes a approuvé lundi en première lecture un amendement autorisant les entreprises à employer des <u>intérimaires</u> afin de remplacer les employés grévistes. Cette mesure, très critiquée par les syndicats qui estiment qu'elle revient à restreindre le droit de grève, vise plus particulièrement le secteur des transports en commun.

L'aéroport d'Heathrow demande aux compagnies aériennes de suspendre les ventes de billets pour l'été



Faute d'un nombre suffisant de personnels au sol, les passagers font face à d'importants retards lords des contrôles à Heathrow. Les compagnies aériennes, elles-aussi touchées par les difficultés de recrutement, ont par ailleurs annulé des milliers de vols cette semaine. Constatant que les retards s'aggravent lorsque l'aéroport accueille plus de 100 000 passagers, la direction d'Heathrow a décidé d'imposer cette limite comme étant le nombre maximum de passagers pouvant décoller de l'aéroport chaque jour. Cet été, selon les plans de vols actuels, 104000 passagers auraient dû décoller depuis Heathrow (entre 110000 et 125000 avant la pandémie). Selon l'aéroport, sur les 4000 sièges quotidiens « excédentaires », en moyenne 1500 auraient été vendus ce qui justifie la demande faite aux compagnies aériennes de suspendre les ventes de billets pour l'été. Certaines compagnies comme Emirates ont pour le moment refusé. Les vols concernés seront reportés à une autre date, décolleront d'un autre aéroport ou seront annulés.

Le ministère des Transports (DfT) prolonge jusqu'au 28 juillet l'aide d'urgence accordée à Transport for London (TfL)

Cette dernière, qui devait s'achever initialement le 24 juin, avait été prolongée jusqu'au 13 juillet. Le DfT estime que <u>TfL</u> n'a pas réalisé de progrès suffisants : l'opérateur n'aurait ainsi pas proposé de stratégie pour réaliser 400 M£ d'économies d'ici avril 2023. Il s'agit pour le Gouvernement d'une condition à la poursuite des discussions avec TfL, devant notamment permettre de trouver 500M£ de revenus supplémentaires pour l'opérateur à partir de 2023.TfL estime pour sa part qu'il lui manque 2 Md£ pour atteindre l'équilibre financier et continue de souligner qu'il devra réduire le niveau de ses services faute d'un soutien financier plus important de la part du gouvernement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, **DES FINANCES** ET DE LA RELANCE Liberté Égalité Fraternité

Rédacteurs:

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres Léa Auclair (Transports, Industrie) Gautier Houel (Energie, Environnement, Climat), Barthélémy Duhamel (Stagiaire), revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner